

LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs.** C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57

ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU 

MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

FINISTÈRE

Jean-Claude Le Fell

(43 ans, charpentier)

Comment s'est traduite depuis cinq ans la politique gouvernementale dans notre département ?

L'EMPLOI

Des milliers de licenciements dans les entreprises du bâtiment — l'un des secteurs économiques les plus importants — (1 200 pour la région brestoise entre 1982 et 1984), ainsi que dans les entreprises de la métallurgie, de l'Arsenal de Brest à la Thomson-CSF (baisse de plans de charge), en passant par toutes celles de sous-traitance et de réparation navale : TMT, TIMO, La Perrière, AFO, etc.

La flexibilité, les travailleurs du port connaissent. Qu'on en juge ! Sur les cent ouvriers embauchés pour construire les caissons du port d'Ouessant, 80 le sont par des entreprises intérimaires, contraints de travailler jusqu'à cent heures par semaine et le week-end pour terminer en six mois un chantier prévu pour un an... et le chômage au bout.

L'AGRICULTURE

Des milliers d'agriculteurs (plus de 10 000 cessations de production de lait en 1984 en Bretagne, dont 2 400 dans le Finistère) chassés de la terre pendant que des ateliers géants (porcheries Gourvennec à Hanvec ou Favé à Plouédern) sont financés par le Crédit agricole.

LES JEUNES

Pendant ce temps se développe une politique d'exploitation éhontée de la jeunesse : les TUC. La Bretagne détient le triste record du nombre de TUC (plus de 1 300 rien que dans l'agglomération brestoise), jeunes utilisés pour 1 200 F dans les services publics (hôpitaux, universités, communes...) en lieu et place des personnels.

L'ÉCOLE, LA LAÏCITÉ

Nouveau record de France : le nombre des communes sans école publique (44). Et ça n'est pas près de s'arranger puisqu'avec le système des dotations globales le Finistère aurait encore trop de moyens (ainsi, 17 postes ont été prélevés à la rentrée 1985 — beaucoup en milieu rural — pour « aider » les départements voisins, et l'on parle d'une trentaine l'année prochaine).

Lors d'une réunion du conseil régional, il a été établi que les 125 lycées et LEP bretons sont dans une situation inquiétante et que ni la région, ni le département ne pourront faire les travaux nécessaires (49 % ont un système de sécurité « qui ne répond pas aux normes »). En novembre, 700 lycéens de Landerneau manifestaient pour arracher les 200 000 F nécessaires à la réfection du toit de leur LEP.

LA DÉCENTRALISATION

Pour ne prendre qu'un exemple, celui de la SNCF, celle-ci va laisser à la charge des régions toutes les voies « annexes ». Suppression en cours du dépôt de Brest après ceux effectifs de Saint-Brieuc et Auray. Suppression de lignes sur Auray, Pontivy, Carhaix notamment : c'est ce qu'a annoncé J.-C. Cavaillé, député UDF du Morbihan, s'appuyant sur la loi de décentralisation de Defferre-Le Pors.

Ainsi, avec la décentralisation, la qualité de soins, celle de l'instruction, la possibilité de voyager, ne seront plus les mêmes sur tout le territoire. Elles seront fonction — donc tributaires — du bon vouloir des majorités politiques des instances régionales.

Parce que nous ne sommes pas représentés. Parce qu'il faut faire triompher la démocratie, les intérêts du plus grand nombre. Parce qu'il faut une autre politique,

VOTEZ POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR JEAN-CLAUDE LE FELL

Jean-Claude Le Fell, 43 ans, charpentier • **Roger Calvez**, 32 ans, technicien à l'université • **Annie Le Goff**, 30 ans, institutrice spécialisée • **Bernard Donguy**, 41 ans, informaticien • **Joël Guéné**, 42 ans, électricien • **Yvon Le Gac**, 35 ans, enseignant • **Jean-Claude Sage**, 30 ans, serrurier • **Pascal Jouchet**, 23 ans, assistant opérateur • **Martial Baudouin**, 33 ans, cheminot • **Jean-Luc Bothorel**, 24 ans, peintre décorateur.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.

Imp PIE 75

Vu les candidats.